Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Syrie, à New York le 30 septembre 2015.

2015-09-30

Mesdames et Messieurs, merci beaucoup d'être là. J'ai souhaité vous livrer un court message puisque ce qui se passe en ce moment est important. Je pense qu'il faut cadrer les choses et s'exprimer en termes brefs, peut-être même plus brefs que ce que je viens d'avoir l'occasion de dire au Conseil de sécurité qui, nécessairement, est davantage construit.

Le Conseil de sécurité des Nations unies vient de se réunir à la demande de la Russie, qui le préside ce mois-ci, pour évoquer la lutte contre Daech. Les débats ont, pour l'essentiel, porté sur la crise syrienne, crise sur laquelle le Conseil de sécurité est malheureusement depuis trois ans - employons cette formule - le Conseil de l'impuissance.

Monsieur Sergueï Lavrov, le ministre russe a présenté les paramètres d'une résolution du Conseil qui créerait une espèce de grande coalition contre Daech.

Je vais vous expliquer quelle est la position de la France.

Bien sûr, il faut lutter au maximum et collectivement contre Daech. En ce qui nous concerne nous le faisons déjà depuis un an en Irak avec plus de 60 États. Et plus récemment en Syrie, puisque vous savez que dimanche dernier des avions français ont frappé un camp d'entraînement de Daech.

Tous ceux qui veulent nous rejoindre dans cette action contre le groupe terrorisme Daech sont les bienvenus - je suis clair - mais à trois conditions qui sont les conditions de l'efficacité.

La première condition c'est que les frappes doivent être dirigée contre Daech et contre les groupes terroristes seulement, à l'exclusion des civils et des opposants modérés, qui eux défendent courageusement une vision de la Syrie qui est la nôtre. C'est-à-dire une Syrie démocratique, unie, qui respecte toutes les communautés. Il faudra vérifier si les frappes russes intervenues aujourd'hui respectent ou non cette première condition.

Deuxièmement, il faut mettre fin aux bombardements des populations civiles, qui sont absolument terribles, avec des barils d'explosifs qui sont lâchés depuis des hélicoptères et

de la chlorine. Ce sont ces violences commanditées par Bachar Al-Assad qui alimentent pour l'essentiel l'extrémisme et les flots de réfugiés. Donc la deuxième condition c'est que ces bombardements avec des barils d'explosifs et de la chlorine doivent cesser.

Enfin la troisième condition, si on veut être efficace, c'est qu'il faut traiter la crise à la racine : il faut une transition de nature politique, qui dise clairement au peuple syrien que son bourreau - c'est-à-dire Monsieur Bachar Al-Assad - n'est pas son avenir. C'est ce que nous appelons la transition de sortie, et nous en connaissons les paramètres : c'est le fameux communiqué de Genève de juin 2012. Nous connaissons aussi les acteurs. Nous voulons donc que soit engagée une large négociation, sous l'égide de l'envoyé spécial des Nations unies, Monsieur de Mistura. Probablement cette négociation pourrait être placée sous le contrôle d'un groupe de contact dont le noyau pourrait être le P5, c'est-à-dire les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, élargi à des partenaires régionaux clés.

Voilà les trois conditions. La première c'est que ce soient Daech et les groupes terroristes qui soient frappés et non pas d'autres. La deuxième c'est que soient arrêtés les bombardements des populations civiles avec les barils d'explosifs - cela relève de Bachar Al-Assad. La troisième c'est que soit engagée rapidement une transition politique dans les conditions que je viens de dire.

C'est à ces conditions que nous garantirons l'efficacité d'une action collective qui est indispensable contre Daech.

Je suis à votre disposition pour répondre à trois questions.

Q : (sur les bombardements russes en Syrie)

R : Ecoutez, des vérifications auront lieu dans la journée. Les premières indications ont été données - il faudra bien sûr s'adresser aux autorités militaires - qui montrent - mais peut-être que cela va être complété - que ce n'étaient pas des zones contrôlées par Daech qui ont été touchées. Mais cela doit être vérifié et contrôlé.

Q : [inaudible]

R : It's a very important issue but it is a different one. I would like to concentrate on Syria.

Q : [inaudible]

R : No, thank you.

Q : (sur la transition politique en Syrie)

R : C'est une question qui a souvent été posée. Les modalités de la négociation diplomatique peuvent être discutées mais il n'est pas possible qu'il soit mis au point de départ ainsi qu'au

point d'arrivée que ce sera Monsieur Bachar Al-Assad qui continuera de diriger la Syrie. À la fois pour des raisons morales - pas besoin d'insister, car c'est un criminel contre l'humanité, responsable de 80 pour cent des 250.000 morts - mais aussi pour des raisons d'efficacité.

Si on veut rassembler le peuple syrien - c'est ça l'objectif - si on veut aller vers une Syrie unie, démocratique, respectueuse des différentes communautés, il ne faut pas rejeter toute une partie des Syriens vers les groupes terroristes. C'est ce à quoi on aboutirait s'il est acquis dès le départ que ce sera Monsieur Bachar al Assad qui resterait en fonction. Ce n'est pas simplement une question morale, c'est une question d'efficacité, et nous recherchons l'efficacité.

Q : Hier Monsieur le Ministre vous critiquiez la Russie et vous disiez qu'il y a ceux qui parlent et qui ne font rien. Est-ce qu'aujourd'hui vous saluez l'initiative russe ?

R : J'avais pressenti chère Madame - donnez-moi au moins cet élément - que les Russes allaient agir. Simplement, nous avions observé qu'il y avait des critiques formulées à l'égard de beaucoup, notamment à l'égard des Américains, des Français et de quelques autres, parce que nous ne serions pas efficaces contre Daech. Mais nous nous agissons et nous avons agi. J'ai dit - je ne me rappelle pas la formule exacte - qu'il fallait agir contre Daech. Je maintiens tout à fait cela.

Aujourd'hui il y a des actions qui sont menées. Il restera à voir contre qui elles sont menées. Si elles sont menées effectivement contre Daech et les groupes terroristes, très bien, dès lors que d'autres groupes ne sont pas visés. Vous avez bien sûr compris le message que je lance. Elles doivent s'accompagner d'actions pour empêcher le bombardement des populations civiles. Elles doivent s'accompagner aussi de la recherche d'une solution politique, que je viens de définir.

La France n'a pas changé de position. Je ne sais pas si vous avez pu écouter - parce que c'était un peu en même temps - ce que j'ai dit devant le Conseil de sécurité. Nous avons, depuis le début, un certain nombre de principes. Nous nous tenons fidèles à ces principes. Si d'autres veulent agir contre Daech ils sont les bienvenus - je dis les choses très clairement - mais dès lors que les conditions d'efficacité que nous avons fixées sont respectées.

Q : Did Russia notify France in advance that they were going to attack?

R : No.

Q : Is there any way to avoid a clash between those who fly over Syria?

R : Obviously a clash must be avoided and there is an effort to what we call disconnect. It is an absolute necessity.

Q : Monsieur le ministre, Vladimir Poutine ainsi que Monsieur Sergueï Lavrov au Conseil de sécurité ontdit que les frappes russes visaient uniquement le groupe État islamique.

R : Cela reste à vérifier.

Q : Vladimir Poutine a appelé Bachar au compromis ce matin. Vous sentez une inflexion dans la position russe ?

R : Je verrai tout cela parce que là si vous voulez je suis un acteur qui n'a pas toujours la possibilité d'interpréter les déclarations multiples qui sont faites. En ce qui concerne les frappes elles-mêmes il faudra vérifier que c'est vraiment Daech et les groupes terroristes qui sont effectivement visés et non pas des opposants au régime syrien ou la population civile. Il n'y a pas de procès d'intention à faire. Ceci doit être vérifié.

Si c'est le cas, c'est-à-dire si c'est Daech et al Nosra, les frappes sont les bienvenues. Si c'est utiliser cet ensemble pour frapper en réalité les opposants à Monsieur Bachar Al-Assad et la population civile, à ce moment-là c'est une toute autre affaire.

Q : Monsieur Lavrov a appelé à une coordination des efforts, vous êtes prêt à cela ?

R : J'ai dit que - j'espère m'être exprimé clairement - toutes les actions réelles contre Daech et contre les groupes terroristes sont les bienvenues dès lors qu'elles respectent les trois conditions d'efficacité explicitées par la France.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196359-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange